

*Le budget*

J'estime que, dans ce document, le ministre des Finances du Canada admet que notre pays traverse actuellement une période de récession, et les singes savants qui l'entourent se sont levés pour l'applaudir.

Le ministre admet-il autre chose dans ce document? Oui, il admet que la consommation va ralentir, que le revenu personnel disponible va diminuer, que l'épargne des particuliers accusera une baisse, que les taux d'intérêt à long terme augmenteront et que les mises en chantier diminueront. Il admet que le taux d'inflation calculé en fonction de l'indice des prix à la consommation va augmenter. Il fonde son hypothèse selon laquelle ce taux passera de 4,7 à 5,1 p. 100 sur son opinion que "la hausse ponctuelle des prix entraînée par l'entrée en vigueur de la TPS ne se répercutera sans doute pas sur les salaires". Bien qu'il suppose que la TPS ne fera pas monter les salaires, il soutient que l'IPC va augmenter.

S'il avait cité ces chiffres—qui se trouvent dans ses documents, je ne les ai pas inventés—je me demande si ses collègues et les députés conservateurs de l'arrière-ban se seraient levés pour l'applaudir. Je me demande même s'ils l'auraient remarqué.

Que dit le budget à propos du marché du travail? Que prévoit-il? Une hausse du chômage, qui passerait de 7,6 à 8,5 p. 100.

Les chiffres que le ministre a cités indiquent que nous sommes en période de récession. Va-t-il l'admettre à la Chambre? L'empereur est tout nu.

Que disait-il en 1984? L'orateur de la Nouvelle-Écosse qui m'a précédé était très fier de la nouvelle orientation que son gouvernement a donnée au pays après 1984. Je reviens à cet exposé économique du 8 novembre 1984. Ces chiffres et ces prévisions m'ont surpris. Ils reflètent une stratégie pour le moins cynique. Après avoir présenté les chiffres sous le jour le plus noir et élaboré le pire scénario, le ministre a prédit qu'il allait faire beaucoup mieux.

• (1720)

Il aurait pu dire: «Voyez ce qui se serait passé au Canada si les libéraux étaient restés au pouvoir.» C'est le tableau qu'il a tracé. Il a cité ces chiffres dans son exposé

de 1984. Il a prétendu que son gouvernement avait changé de cap et qu'il allait accomplir ceci et cela.

Il s'est tellement efforcé de peindre les choses sous le jour le plus sombre qu'il a dépassé ses propres prévisions de dépenses à court terme en 1984-1985. Vous pouvez vérifier vous-même, madame la Présidente, mais d'après les chiffres réels pour l'année 1984-1985, le déficit de 38 milliards que les députés ministériels adorent citer est en réalité supérieur de 3,5 milliards au chiffre que le ministre avait prévu le 8 novembre 1984. Aurait-il pu faire entrer dans ces quelques mois tous les moindres sous qu'il a pu trouver à dépenser pour tout et rien? Ou est-ce simplement qu'il ne sait pas faire de prévisions justes? En cinq mois, il a trouvé le moyen de dépenser 3,5 milliards de plus que prévu.

Voyons maintenant le pire des scénarios qu'il avait imaginés, par rapport à ce qu'il a fait lui-même au fil des ans depuis 1984. D'après lui, si les libéraux étaient restés au pouvoir, les dépenses fédérales auraient atteint le chiffre épouvantable de 137 milliards de dollars à la fin de la décennie. Or, d'après le document budgétaire qu'il a présenté cette semaine, les conservateurs ont réussi à faire grimper les dépenses à 143 milliards. D'après lui toujours, si les libéraux étaient demeurés au pouvoir, les recettes fiscales fédérales auraient atteint 100 milliards. Or, il a réussi à les faire grimper à 120 milliards. La dette aurait atteint 408 milliards, disait-il. Eh bien, il a réussi à la contenir, je le reconnais, à 380 milliards. L'intérêt sur la dette devait se chiffrer à 34 milliards, selon ce pire scénario. Nous avons lu cette semaine qu'il va se chiffrer à 41 milliards. Voilà les résultats dont il peut se vanter.

L'empereur est nu. C'était en 1984. Après quatre années d'administration conservatrice, nous sommes entrés en campagne électorale. Qu'a dit le ministre des Finances aux Canadiens? Il leur a dit: «Voyez mes nouveaux habits. Nous avons des engagements de dépense. Nous n'avons pas de promesses. Nos promesses ne coûtent rien, car l'argent est là. Nous ne toucherons pas aux programmes sociaux.»

Le premier ministre du Canada a promis d'améliorer les programmes sociaux pour les personnes âgées, non de les réduire. Le ministre du Commerce international a dit à la population qu'on ne toucherait pas à l'assurance-chômage. Lorsque les libéraux ont mis les gens en garde contre les conservateurs en prédisant qu'ils allaient réduire les fonds consacrés aux programmes sociaux et au développement régional, le ministre des Finances a dé-